

DROIT PRIVÉ

PRÉCIS

Droit du travail

Jean Pélissier

Alain Supiot

Antoine Jeammaud

20^e édition

DALLOZ

Delta

DR664

Droit du travail

20^e édition

2000

Jean Pélissier

Professeur à l'Université
des sciences sociales de Toulouse

Alain Supiot

Professeur à l'Université de Nantes

Antoine Jeammaud

Professeur à l'Institut d'études
du travail (Université Lyon 2)

247511
1
2

DALLOZ

Delta

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	NOTIONS PREMIÈRES	1
CHAPITRE 1	HISTOIRE DU DROIT DU TRAVAIL	7
SECTION 1.	1789-1895 : AVANT L’AFFIRMATION DU MOUVEMENT SYNDICAL	7
SECTION 2.	1895 : L’AFFIRMATION DU SYNDICALISME.....	10
SECTION 3.	1895-1974 : LE DROIT DU TRAVAIL APRÈS L’APPARITION DU SYNDICALISME	14
SECTION 4.	LA PÉRIODE CONTEMPORAINE : ÉBRANLEMENT DU DROIT DU TRAVAIL ET REcul DU SYNDICALISME	19
CHAPITRE 2	LE DROIT DU TRAVAIL, LE SOCIAL ET L’ÉCONOMIQUE	28
SECTION 1.	« REVENDEICATIONS SOCIALES » CONTRE « EXIGENCES ÉCONOMIQUES »	28
	§ 1. Les travailleurs salariés et leurs aspirations	28
	§ 2. Les exigences économiques	31
SECTION 2.	LE DROIT DU TRAVAIL DANS L’ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ..	33
	§ 1. Protection des travailleurs ou service du capitalisme ?..	33
	§ 2. Caractères du droit du travail	36
SECTION 3.	LES ÉPREUVES DU TOURNANT DU SIÈCLE.....	39
CHAPITRE 3	LES SOURCES DES RÈGLES	44
SECTION 1.	PLURALISMES	44
SECTION 2.	LES SOURCES ÉTATIQUES	47
	§ 1. Les bases constitutionnelles du droit du travail	48
	A. La constitutionnalisation.....	48
	B. Les orientations jurisprudentielles du Conseil constitutionnel	49
	§ 2. La loi et le règlement	53
	A. La répartition des compétences	53
	B. La codification	56
	C. Application dans le temps et dans l’espace.....	59
	§ 3. La jurisprudence	62
	A. Les cadres institutionnels de la production jurisprudentielle..	62
	B. L’œuvre jurisprudentielle	67

SECTION 3.	LES SOURCES SUPRA-ÉTATIQUES	72
§ 1.	Le droit international du travail	73
§ 2.	Les conventions du Conseil de l'Europe	75
§ 3.	Le droit communautaire	77
A.	Sources et teneur du droit social communautaire	78
B.	L'influence du droit communautaire sur le droit français du travail	83
SECTION 4.	LES SOURCES PROFESSIONNELLES	87
§ 1.	Les conventions et accords collectifs	89
A.	Le modèle français de convention collective	90
B.	Les conventions et accords interprofessionnels	95
C.	Conventions de branche et conventions d'entreprise	97
D.	La recommandation d'une organisation patronale, substitut de l'accord collectif	101
§ 2.	Les usages	102
§ 3.	Les normes patronales d'entreprise	105
§ 4.	Le principe de faveur	109
PREMIÈRE PARTIE	L'EMPLOI	113
TITRE 1	LE MARCHÉ DU TRAVAIL	115
CHAPITRE 1	L'INSTITUTION DU MARCHÉ	116
SECTION 1.	PRINCIPES CONSTITUTIFS	116
§ 1.	La liberté professionnelle	116
A.	La liberté d'entreprendre	117
B.	La liberté du travail	119
§ 2.	L'égalité	122
A.	L'égalité entre salariés	122
B.	L'égalité entre employeurs	125
C.	L'égalité entre employeurs et salariés	126
§ 3.	L'ordre public	128
A.	Les frontières du marché du travail : la politique d'immigration	128
1.	L'accès à l'emploi	131
2.	Contrôle et sanctions	133
3.	Égalité de traitement	136

B.	La police du marché du travail : les formes illicites d'emploi ..	137
1.	Le trafic de main d'œuvre	137
2.	Le travail « noir »	139
SECTION 2.	LE TRAVAIL, OBJET DE CONTRAT	142
§ 1.	Le travail salarié (dépendant)	144
A.	Une définition incertaine	144
B.	Méthodes d'identification du contrat de travail	147
C.	Le travailleur subordonné	150
1.	La condition respective des parties	150
2.	Les conditions d'exécution du travail	154
3.	La rémunération	162
§ 2.	Le travail indépendant	163
§ 3.	Le contrat de droit public	167
SECTION 3.	LES INSTITUTIONS CHARGÉES DE L'EMPLOI	169
§ 1.	Les institutions publiques	169
A.	Les services de l'État	169
B.	Le service public du placement	170
§ 2.	Les institutions professionnelles	172
CHAPITRE 2	LA DEMANDE D'EMPLOI	177
SECTION 1.	LA QUALITÉ DE DEMANDEUR D'EMPLOI	177
§ 1.	L'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi	177
§ 2.	La radiation de la liste des demandeurs d'emploi	179
SECTION 2.	LES GARANTIES DE REVENU DU DEMANDEUR D'EMPLOI	181
§ 1.	La solidarité professionnelle (le régime d'assurance chômage)	183
§ 2.	La solidarité nationale	188
SECTION 3.	LES ACTIVITÉS DU DEMANDEUR D'EMPLOI	190
§ 1.	Les activités non-professionnelles	190
§ 2.	Les activités de formation professionnelle	193
§ 3.	L'occupation partielle d'emploi	195
A.	Les emplois du chômeur	195
B.	Le travailleur partiellement privé d'emploi	198
1.	Aide publique	199
2.	Indemnité conventionnelle	200

	3. S'y ajoute le jeu de la rémunération mensuelle minimale : au cours d'un mois, le salarié doit percevoir le S.M.I.C. D'où paiement d'une allocation dite <i>complémentaire</i>	201
CHAPITRE 3	L'OFFRE D'EMPLOI	203
SECTION 1.	LA QUALIFICATION DE L'EMPLOI	203
	§ 1. Théorie de la qualification professionnelle	203
	§ 2. Les « catégories » d'emploi	206
	A. Ouvriers et employés	206
	B. Cadres salariés et mandataires sociaux.....	209
	1. Cadres salariés	209
	2. Mandataires sociaux.....	212
SECTION 2.	L'EMPLOI PÉRIPHÉRIQUE	215
	A. Emploi à temps partiel ou intermittent	216
	B. Emploi précaire.....	217
SECTION 3.	L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC	218
CHAPITRE 4	L'INTERVENTION DE L'ÉTAT	224
SECTION 1.	LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	224
	§ 1. Formation professionnelle initiale	224
	A. Contrats de travail « de type particulier »	227
	1. L'apprentissage	227
	2. Contrats associant emploi et complément de formation ..	232
	B. Stages de formation	235
	§ 2. Formation professionnelle continue	237
	A. Organisation et financement.....	241
	B. Le salarié en formation	247
	1. Le stage dans le cadre du plan de formation.....	248
	2. Le stage dans le cadre du congé de formation	250
SECTION 2.	LES POLITIQUES DE L'EMPLOI	253
	§ 1. Les instruments	254
	A. Les mesures unilatérales	254
	B. Les conventions	257
	§ 2. Les objectifs	260
	A. La subvention de l'emploi.....	261
	B. Les alternatives à l'emploi.....	268
	C. Le partage de l'emploi.....	272

TITRE 2	L'ACCÈS À L'EMPLOI	277
SOUS-TITRE 1	Le recrutement	278
CHAPITRE 1	LES MODES DE RECRUTEMENT	279
SECTION 1.	RECRUTEMENT DIRECT OU PAR INTERMÉDIAIRE	279
SECTION 2.	LES OPÉRATIONS DE RECRUTEMENT	281
CHAPITRE 2	LES LIMITES À LA LIBERTÉ D'EMBAUCHE	284
SECTION 1.	LIMITATIONS LÉGALES À LA LIBERTÉ D'EMBAUCHER	284
SECTION 2.	L'INTERDICTION CONVENTIONNELLE DE CONCURRENCE.....	286
	§ 1. Condition de validité	287
	§ 2. Sanctions de l'irrégularité de la clause de non-concurrence	294
	§ 3. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence	295
SOUS-TITRE 2	La conclusion du contrat de travail	298
CHAPITRE 1	LA CONCLUSION D'UN CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE INDÉTERMINÉE	299
SECTION 1.	CONDITIONS DE FORME	299
	§ 1. Écrit et validité du contrat	299
	§ 2. Écrit et preuve du contrat	300
	§ 3. Déclaration préalable d'embauche	302
SECTION 2.	CONDITIONS DE FOND ET CONTENU DU CONTRAT.....	302
	§ 1. L'engagement à l'essai	305
	§ 2. Clauses concernant l'emploi	310
	§ 3. Clauses concernant la formation	311
CHAPITRE 2	CONCLUSION D'UN CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE DÉTERMINÉE	314
SECTION 1.	DROIT DE RECOURIR AUX CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE.....	315
SECTION 2.	RÉDACTION D'UN CONTRAT.....	321
SECTION 3.	DROITS DES SALARIÉS EN COURS DE CONTRAT	324
SECTION 4.	DROITS DES SALARIÉS À L'ÉCHÉANCE DU CONTRAT	326
SECTION 5.	CONTRATS RENOUVELÉS OU SUCCESSIFS.....	328

CHAPITRE 3	CONCLUSION D'UN CONTRAT DE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	331
SECTION 1.	MISE EN PLACE DU TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	332
SECTION 2.	ORGANISATION DU TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	335
SECTION 3.	ÉGALITÉ DES DROITS	338
SOUS-TITRE 3	Le recours à la main-d'œuvre extérieure	340
CHAPITRE 1	FOURNITURE DE MAIN-D'ŒUVRE À BUT NON LUCRATIF	341
SECTION 1.	RÉGIME GÉNÉRAL DE LA FOURNITURE DE MAIN-D'ŒUVRE À BUT NON LUCRATIF	341
SECTION 2.	MODALITÉS PARTICULIÈRES DE FOURNITURE DE MAIN-D'ŒUVRE À BUT NON LUCRATIF	342
CHAPITRE 2	FOURNITURE DE MAIN-D'ŒUVRE À BUT LUCRATIF	345
SECTION 1.	PROHIBITION DE PRINCIPE	345
SECTION 2.	LE TRAVAIL TEMPORAIRE	347
	§ 1. Les entreprises de travail temporaire	350
	§ 2. Rapports entre entreprise de travail temporaire et entreprise utilisatrice	352
	§ 3. Rapports entre entreprise de travail temporaire et travailleur temporaire	356
	§ 4. Rapports entre entreprise utilisatrice et travailleur temporaire	358
TITRE 3	LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI	361
SOUS-TITRE 1	Maintien du contrat de travail	362
CHAPITRE 1	TRANSFERTS D'ENTREPRISE	363
SECTION 1.	CONDITIONS DU MAINTIEN DES CONTRATS DE TRAVAIL	363
	§ 1. Objet du transfert	364
	§ 2. Acte de transfert	366
	§ 3. Continuité de l'entreprise	367
	§ 4. Existence du contrat de travail au moment du transfert	369
SECTION 2.	MODALITÉS DU MAINTIEN DES CONTRATS DE TRAVAIL	370
CHAPITRE 2	SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL	374

SECTION 1.	THÉORIE	374
	§ 1. Diversité des régimes de suspension	375
	A. Pendant la période de suspension	375
	B. Au terme de la suspension	377
	§ 2. Concours de suspensions	378
SECTION 2.	PRINCIPALES CAUSES DE SUSPENSION	381
	§ 1. La maternité	381
	A. Dispense pour la salariée de l'obligation de travailler	382
	B. Protection contre le licenciement	384
	§ 2. La maladie et l'accident	387
	A. La période de suspension du contrat	387
	B. Issue de la suspension	392
SOUS-TITRE 2	Modification du contrat de travail	398
CHAPITRE 1	NOTION DE MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	399
SECTION 1.	DISTINCTIONS INDISPUTÉES	399
SECTION 2.	MODIFICATION DU CONTRAT ET CHANGEMENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL	401
CHAPITRE 2	RÉGIME JURIDIQUE DES MODIFICATIONS	406
SECTION 1.	RÉGIME DE LA MODIFICATION DU CONTRAT	406
	§ 1. L'acceptation par le salarié	406
	§ 2. Le refus du salarié	408
SECTION 2.	RÉGIME DE LA MODIFICATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL	411
TITRE 4	LA PERTE DE L'EMPLOI	415
SOUS-TITRE 1	Les modes de rupture autres que le licenciement	418
CHAPITRE 1	LA DÉMISSION	419
SECTION 1.	NOTION ET PREUVE	419
SECTION 2.	RÉGIME JURIDIQUE	422
CHAPITRE 2	LES ACCORDS DE RUPTURE	425
SECTION 1.	LES ACCORDS INDIVIDUELS	425
SECTION 2.	LES ACCORDS COLLECTIFS	427

CHAPITRE 3	LA RETRAITE DU SALARIÉ	429
SECTION 1.	LA MISE À LA RETRAITE	430
SECTION 2.	LE DÉPART À LA RETRAITE	433
CHAPITRE 4	FORCE MAJEURE ET RÉSILIATION JUDICIAIRE	436
SECTION 1.	FORCE MAJEURE	436
SECTION 2.	RÉSILIATION JUDICIAIRE	439
SOUS-TITRE 2	Le licenciement pour motif personnel	441
CHAPITRE 1	PROCÉDURE DE LICENCIEMENT	444
SECTION 1.	DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE LICENCIEMENT	444
SECTION 2.	SANCTIONS DES IRRÉGULARITÉS PROCÉDURALES	449
	§ 1. Condammations prononcées par les juges du fond	449
	§ 2. Mesures ordonnées par le juge des référés	453
CHAPITRE 2	EXIGENCE D'UNE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE	454
SECTION 1.	NOTION DE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE	455
	§ 1. Cause réelle	457
	§ 2. Cause sérieuse	460
SECTION 2.	PREUVE DE LA CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE	463
SECTION 3.	SANCTIONS EN L'ABSENCE DE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE	465
CHAPITRE 3	LES LICENCIEMENTS PROHIBÉS	468
SECTION 1.	DÉTERMINATION DES LICENCIEMENTS PROHIBÉS	468
SECTION 2.	SANCTION DES LICENCIEMENTS PROHIBÉS	469
SOUS-TITRE 3	Le licenciement pour cause économique	471
CHAPITRE 1	NOTION DE LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE	475
SECTION 1.	DÉFINITION GÉNÉRALE	475
SECTION 2.	CATÉGORIES DE LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES	479
CHAPITRE 2	PROCÉDURE DES LICENCIEMENTS POUR MOTIF ÉCONOMIQUE	481
SECTION 1.	ENTRETIEN AVEC LE SALARIÉ	481

SECTION 2.	INFORMATION ET CONSULTATION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	482
	§ 1. Rôle antérieur au licenciement	482
	§ 2. Rôle dans le déroulement de la procédure	485
SECTION 3.	INFORMATION DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE	489
SECTION 4.	ISSUE DE LA PROCÉDURE	494
CHAPITRE 3	MESURES SOCIALES D'ACCOMPAGNEMENT	497
SECTION 1.	LE PLAN SOCIAL	497
	§ 1. Mise en place du plan social	498
	§ 2. Mise en œuvre du plan social	503
SECTION 2.	LES CONVENTIONS DE CONVERSION	505
	§ 1. Conclusion des conventions de conversion	505
	§ 2. Effets de l'adhésion à une convention de conversion	506
SECTION 3.	PRIORITÉ DE RÉEMBAUCHAGE	508
CHAPITRE 4	CONTRÔLE DE LA CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE	511
SECTION 1.	CONTRÔLE DE L'EXISTENCE DES FAITS INVOQUÉS	511
SECTION 2.	CONTRÔLE DE LA RÉALITÉ DU LIEN CAUSAL	513
SOUS-TITRE 4	Effets de la rupture du contrat de travail	517
CHAPITRE 1	LE DÉLAI-CONGÉ	518
SECTION 1.	SOURCES DU DÉLAI-CONGÉ	518
SECTION 2.	CONDITIONS DU DÉLAI-CONGÉ	520
SECTION 3.	DURÉE DU DÉLAI-CONGÉ	522
SECTION 4.	LES EFFETS DU DÉLAI-CONGÉ	524
	§ 1. Le préavis travaillé	525
	A. Maintien des obligations de l'employeur	525
	B. Maintien des obligations du salarié	525
	§ 2. Préavis non travaillé	527
	A. Dispense de travail	527
	1. Dispense unilatérale du travail	527
	2. Dispense résultant d'un accord	530
	B. Inobservation fautive du préavis	530
CHAPITRE 2	RÈGLEMENT DES COMPTES	532

SECTION 1.	SOMMES DUES PAR L'EMPLOYEUR.....	532
	§ 1. Indemnité légale de licenciement.....	532
	§ 2. Indemnité conventionnelle ou contractuelle de licenciement.....	534
	§ 3. Contributions dues à l'A.S.S.E.D.I.C.....	536
SECTION 2.	REÇU POUR SOLDE DE TOUT COMPTE.....	537
	§ 1. Conditions de l'effet libératoire.....	538
	§ 2. Dénonciation du reçu pour solde de tout compte.....	539
	§ 3. Portée de l'effet libératoire.....	540
SECTION 3.	LA TRANSACTION.....	542
	§ 1. Licéité des transactions.....	542
	§ 2. Effets des transactions.....	544
	§ 3. Qualification des transactions.....	545
CHAPITRE 3	ATTESTATIONS DÉLIVRÉES PAR L'EMPLOYEUR.....	547
SECTION 1.	LE CERTIFICAT DE TRAVAIL.....	547
SECTION 2.	ATTESTATION DESTINÉE À L'A.S.S.E.D.I.C.....	548
DEUXIÈME PARTIE LES RELATIONS DE TRAVAIL..... 551		
TITRE 1	LA REPRÉSENTATION COLLECTIVE.....	553
SOUS-TITRE 1	Les syndicats.....	554
CHAPITRE 1	LA LIBERTÉ SYNDICALE.....	555
SECTION 1.	ASPECT INDIVIDUEL.....	555
	§ 1. Liberté face à l'employeur.....	556
	§ 2. Liberté face au groupement syndical.....	558
SECTION 2.	ASPECT COLLECTIF.....	560
	§ 1. Rapports des syndicats et de l'État.....	561
	§ 2. Rapports des syndicats et de l'entreprise.....	562
CHAPITRE 2	L'ORGANISATION SYNDICALE.....	564
SECTION 1.	STATUT JURIDIQUE.....	564
	§ 1. Objet et constitution.....	564
	A. Personnes pouvant faire partie d'un syndicat.....	564
	B. Objet du syndicat.....	566

	C. Formalités de constitution.....	568
	§ 2. Capacité civile.....	569
	A. Le syndicat est une personne morale.....	569
	B. Le contrôle des adhérents sur le syndicat.....	571
	C. Le contrôle du syndicat sur les adhérents.....	572
	§ 3. Dissolution, scission des syndicats.....	574
SECTION 2.	LA REPRÉSENTATIVITÉ DES SYNDICATS.....	577
	§ 1. Intérêts et critères légaux de représentativité.....	577
	§ 2. Interprétation actuelle de la représentativité.....	578
	A. Conception générale.....	579
	B. Rôle respectif des divers critères.....	584
CHAPITRE 3	L'ACTION SYNDICALE.....	589
SECTION 1.	LA DÉFENSE DES SALARIÉS.....	589
	§ 1. L'action revendicative.....	589
	§ 2. L'action en justice des syndicats.....	591
	A. Recevabilité des différents types d'action syndicale.....	591
	B. Régime de l'action syndicale.....	595
SECTION 2.	LA GESTION DU « SOCIAL ».....	597
SOUS-TITRE 2	Les institutions représentatives des salariés dans l'entreprise.....	599
	§ 1. Représentation élue et représentation syndicale.....	599
	§ 2. Droit conventionnel.....	603
	§ 3. Contentieux.....	605
CHAPITRE 1	DISPOSITIONS COMMUNES.....	610
SECTION 1.	MISE EN PLACE DES ORGANES DE REPRÉSENTATION.....	610
	§ 1. Statut de l'entreprise.....	610
	§ 2. Taille de l'entreprise.....	611
	§ 1. Unité plus petite que l'entreprise.....	614
	§ 2. Unité plus vaste que l'entreprise.....	617
	§ 3. Restructurations et institutions représentatives.....	624
	§ 1. Élection par le personnel.....	627
	A. Élections au suffrage direct.....	627
	1. Collèges électoraux.....	631
	2. Électorat et éligibilité.....	632

	3. Candidatures	635
	4. Le scrutin	638
	5. Contentieux électoral	639
	B. Élections au suffrage indirect	640
	§ 2. Désignation par les syndicats	642
	A. Désignation des délégués syndicaux	642
	B. Désignation des représentants syndicaux au comité d'entreprise	647
	C. Désignation des représentants du personnel au comité de groupe	648
	D. Représentants du personnel au comité d'entreprise européen	648
SECTION 2.	STATUT DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	649
	§ 1. Nécessité d'une autorisation administrative de licenciement	652
	§ 2. Modalités de la procédure administrative de licenciement	655
	§ 3. Recours	660
	§ 4. Conséquences d'un licenciement sans autorisation administrative	663
	A. Prononcé d'un licenciement en l'absence d'autorisation administrative	663
	B. Annulation d'une autorisation administrative de licenciement	666
	§ 1. Extension par le juge du régime d'autorisation préalable à d'autres hypothèses que le licenciement	669
	§ 2. Organisation par la loi d'autres régimes de protection	672
	§ 1. Crédit d'heures légal	675
	§ 2. Crédit d'heures conventionnel et exceptionnel	680
CHAPITRE 2	DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL	682
SECTION 1.	ATTRIBUTIONS PROPRES	682
SECTION 2.	REMPLACEMENT DES AUTRES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES	686
	§ 1. La mission de suppléance	687
CHAPITRE 3	EXERCICE DU DROIT SYNDICAL DANS L'ENTREPRISE	691
SECTION 1.	PRINCIPES GÉNÉRAUX	691
SECTION 2.	LA SECTION SYNDICALE	693
SECTION 3.	LES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX	696
SECTION 4.	RÉGIMES PARTICULIERS	698

CHAPITRE 4	LES COMITÉS D'ENTREPRISE	701
SECTION 1.	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT	701
	§ 1. Organisation fédérale	702
	§ 2. Personnalité juridique	704
	§ 3. Composition	706
	§ 4. Réunions et délibérations	708
	§ 5. Moyens de fonctionnement	712
SECTION 2.	ATTRIBUTIONS SOCIALES	715
	§ 1. La notion d'activité sociale et culturelle	715
	A. Activité facultative, de nature non salariale	716
	B. Les limites du social et du culturel	717
	C. Activité au bénéfice de tous les salariés de l'entreprise	719
	§ 2. Modes de gestion	720
	§ 3. Financement des activités sociales et culturelles	724
	A. Montant de la subvention patronale affectée au financement des activités sociales	724
	B. Versement et utilisation de la subvention	728
SECTION 3.	ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES	729
	§ 1. Consultations « ponctuelles »	731
	A. Étendue de la compétence du comité	732
	1. Décisions intéressant l'organisation de l'entreprise	732
	2. Décisions intéressant la gestion et la marche générale de l'entreprise	735
	B. Contenu de la procédure consultative	738
	1. Moment de la consultation	739
	2. Déroulement de la consultation et portée de l'avis	741
	C. Sanctions	743
	§ 2. Informations régulières	744
	A. Informations générales	744
	B. Informations comptables	748
	C. Bilan social	749
	§ 3. L'information « institutionnalisée » : la représentation au conseil d'administration ou de surveillance	751
	§ 4. L'analyse de l'information : les experts du comité	753
	A. L'expert-comptable du comité d'entreprise	753
	B. L'expert en technologie	757
	C. Les experts rémunérés par le comité d'entreprise	758

§ 5. Information et consultation dans l'entreprise en redressement judiciaire et en difficulté	759
A. Prévention des difficultés	759
B. Comité d'entreprise et redressement judiciaire	761
1. Droits d'information et de consultation	762
2. Intervention dans la procédure	764
CHAPITRE 5 LA PARTICIPATION À LA GESTION	765
SECTION 1. LA PARTICIPATION DANS L'ENTREPRISE PUBLIQUE	765
SECTION 2. LA PARTICIPATION DANS L'ENTREPRISE PRIVÉE	768
TITRE 2 NÉGOCIATIONS ET CONVENTIONS COLLECTIVES	771
§ 1. Nature juridique de la convention collective	771
§ 2. Régime légal spécifique	774
A. Évolution législative	774
B. Domaine et portée du régime légal	778
§ 3. Négociation collective et politique contractuelle	779
CHAPITRE 1 LA CONVENTION COLLECTIVE DE BRANCHE	783
SECTION 1. ÉLABORATION	783
§ 1. Organisation de la négociation	783
§ 2. Capacité de négocier	784
§ 3. Conditions de forme et de publicité	787
§ 4. Contenu des conventions de branche	788
A. La double fonction des conventions	788
B. Le respect de l'ordre public	789
SECTION 2. APPLICABILITÉ	793
§ 1. Conditions d'applicabilité tenant à l'employeur	793
A. L'applicabilité obligatoire	794
B. L'applicabilité volontaire	797
§ 2. Conditions d'applicabilité tenant au salarié	799
§ 3. Conditions d'applicabilité tenant à la durée de la convention	800
A. Les conventions à durée indéterminée	800
B. Convention collective à durée déterminée	807
SECTION 3. APPLICATION	808
§ 1. Concours de conventions collectives	808

A. Concours de conventions découlant de leur champ d'application professionnel	809
B. Concours, dans une même branche, de conventions ayant un champ d'application géographique différent	811
C. Concours de conventions successives	813
§ 2. Application de la convention collective au contrat individuel de travail	815
A. Effet immédiat	815
B. Effet impératif	816
C. Effet automatique	818
§ 3. Sanctions des conventions collectives	818
A. Les sanctions civiles	819
B. Les sanctions pénales	823
CHAPITRE 2 LA CONVENTION COLLECTIVE D'ENTREPRISE	826
SECTION 1. LA NÉGOCIATION D'ENTREPRISE	827
§ 1. La négociation libre	827
A. Unité de négociation	827
B. Les négociateurs	830
C. Déroulement de la négociation	832
D. Objet de la négociation	834
§ 2. La négociation obligatoire	835
A. À qui s'impose l'obligation de négocier ?	835
B. Contenu de l'obligation de négocier	836
C. Sanctions de l'obligation de négocier	839
SECTION 2. LA FORCE OBLIGATOIRE DES CONVENTIONS ET DES ACCORDS D'ENTREPRISE	840
§ 1. Le droit d'opposition	841
§ 2. Le changement de chef d'entreprise	842
§ 3. Dénonciation et arrivée du terme	845
CHAPITRE 3 LA CONCERTATION AU NIVEAU NATIONAL INTER-PROFESSIONNEL ET LES PROCÉDURES D'EXTENSION OU D'ÉLARGISSEMENT	847
SECTION 1. CONVENTIONS COLLECTIVES NATIONALES INTERPROFESSIONNELLES	847
SECTION 2. L'EXTENSION ET L'ÉLARGISSEMENT DES CONVENTIONS COLLECTIVES	850

	§ 1. L'extension dans le champ géographique et professionnel	850
	A. Conditions spéciales de conclusion	851
	B. Contenu imposé	853
	C. Procédure d'extension	854
	D. Effets de l'extension	856
	§ 2. L'élargissement	858
TITRE 3	POUVOIRS DE L'EMPLOYEUR ET LIBERTÉS DES TRAVAILLEURS	861
CHAPITRE 1	LA LIMITATION DU POUVOIR NORMATIF DE L'EMPLOYEUR	865
SECTION 1.	LE CONTENU DES ACTES RÉGLEMENTAIRES DE L'EMPLOYEUR	866
SECTION 2.	L'ÉLABORATION DES ACTES RÉGLEMENTAIRES PATRONAUX.....	871
SECTION 3.	LE CONTRÔLE DE LA LÉGALITÉ DES NORMES PATRONALES	873
	§ 1. Le contrôle administratif.....	873
	§ 2. Le contrôle judiciaire	875
CHAPITRE 2	LE DROIT DISCIPLINAIRE	879
SECTION 1.	L'ENCADREMENT DU PRONONCÉ DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE	881
	§ 1. Garanties de fond	881
	A. La faute disciplinaire.....	882
	B. Les sanctions disciplinaires.....	884
	§ 2. Garanties de procédure.....	891
SECTION 2.	LE CONTRÔLE JUDICIAIRE DE LA SANCTION DISCIPLINAIRE	895
	§ 1. L'objet du contrôle.....	895
	§ 2. Le sort de la sanction irrégulière	898
CHAPITRE 3	LE DROIT D'EXPRESSION DES SALARIÉS	901
SECTION 1.	L'ORIGINALITÉ DU DROIT D'EXPRESSION	901
SECTION 2.	MISE EN PLACE DES GROUPES D'EXPRESSION	904
	§ 1. La voie normale : les « accords d'expression »	904
	§ 2. La voie subsidiaire : la consultation des représentants du personnel	905
SECTION 3.	FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'EXPRESSION	906

TITRE 4	CONDITIONS ET RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL	907
SOUS-TITRE 1	Le temps de travail	908
CHAPITRE 1	LA LIMITATION DU TEMPS DE TRAVAIL	916
SECTION 1.	LES NORMES DE DURÉE DU TRAVAIL.....	916
	§ 1. Durée légale et durées maximales du travail	916
	§ 2. Les heures supplémentaires	924
	A. L'existence d'heures supplémentaires.....	924
	B. Les contreparties des heures supplémentaires	927
	§ 3. Les cadres	930
SECTION 2.	LA RÉDUCTION DU TEMPS PLEIN.....	936
	§ 1. La décision de réduction	936
	§ 2. Les conséquences de la réduction sur la situation du salarié.....	940
CHAPITRE 2	LA RÉPARTITION DU TEMPS DE TRAVAIL	943
SECTION 1.	RÉPARTITION COLLECTIVE OU INDIVIDUELLE	943
SECTION 2.	RÉPARTITION HEBDOMADAIRE, ANNUELLE ET JOURNALIÈRE	947
	§ 1. Répartition dans la semaine.....	947
	§ 2. Répartition par périodes supérieures à la semaine ou sur l'année.....	948
	§ 3. Travail de jour, travail de nuit	952
CHAPITRE 3	LES REPOS ET CONGÉS	955
SECTION 1.	LE REPOS HEBDOMADAIRE	955
SECTION 2.	LES JOURS FÉRIÉS	960
SECTION 3.	LES CONGÉS ANNUELS.....	961
	§ 1. Conditions d'octroi	962
	§ 2. Modalités du congé.....	964
	§ 3. L'indemnité de congé payé.....	968
SECTION 4.	LES CONGÉS SPÉCIAUX	971
SOUS-TITRE 2	Hygiène et sécurité du travail	977
CHAPITRE 1	LE CONTENU DES RÈGLES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ	981
SECTION 1.	LA PRÉVENTION DES RISQUES	981

SECTION 2.	LES DROITS EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT	985
CHAPITRE 2	L'APPLICATION DES RÈGLES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ	989
SECTION 1.	LE CONTRÔLE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL	989
SECTION 2.	LE RÔLE DU C.H.S.C.T.	991
SECTION 3.	LES RESPONSABILITÉS DES DIRIGEANTS ET DE L'EMPLOYEUR	993
SOUS-TITRE 3	La rémunération du travail	999
CHAPITRE 1	LA NOTION DE SALAIRE	1000
SECTION 1.	DÉFINITION	1000
	§ 1. Extension de la notion	1000
	§ 2. Exclusion de la qualification	1003
SECTION 2.	LES DIFFÉRENTES FORMES DE RÉMUNÉRATION	1004
	§ 1. Salaire au temps ou au rendement	1005
	§ 2. Salaire en espèces et en nature	1007
	§ 3. Compléments de salaire	1008
	A. Gratifications.....	1008
	B. Pourboires.....	1012
	C. Primes.....	1013
	§ 4. Indemnités	1015
	§ 5. Secours et allocations versées par le comité d'entreprise	1016
CHAPITRE 2	LE TAUX DU SALAIRE	1018
SECTION 1.	LE SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (S.M.I.C.).....	1020
	§ 1. Domaine d'application	1020
	§ 2. La vérification du respect du S.M.I.C.	1021
	§ 3. Procédure de fixation du S.M.I.C.	1023
	§ 4. Institutions satellites	1025
SECTION 2.	LA FIXATION DES SALAIRES PAR ACCORDS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS	1026
	§ 1. La négociation collective des salaires	1027
	§ 2. Salaire et contrat de travail	1031
	§ 3. L'ordre public salarial	1034
CHAPITRE 3	LE PAIEMENT DU SALAIRE	1039
SECTION 1.	L'EMPLOYEUR SOLVABLE.....	1039

	§ 1. Régularité du paiement	1039
	§ 2. Sécurité des modes de paiement	1042
	§ 3. Vérification du paiement : le bulletin de paie	1043
SECTION 2.	L'EMPLOYEUR INSOLVABLE.....	1047
	§ 1. L'assurance des salaires	1048
	§ 2. Étendue de la garantie	1050
	§ 3. Modalités de paiement des créances	1054
SECTION 3.	LES OBSTACLES AU PAIEMENT.....	1058
	§ 1. Empêchement procédant des créanciers du salarié	1058
	§ 2. Empêchement venant de l'employeur	1059
CHAPITRE 4	LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DES SALARIÉS	1063
SECTION 1.	L'INTÉRESSEMENT FACULTATIF	1064
SECTION 2.	LA PARTICIPATION OBLIGATOIRE AUX RÉSULTATS	1066
	§ 1. Calcul de la participation	1067
	§ 2. Gestion des droits des salariés	1068
	§ 3. Accords de participation	1070
SECTION 3.	LA PARTICIPATION AU CAPITAL.....	1071
SECTION 4.	L'ÉPARGNE SALARIALE	1073
TITRE 5	LES LITIGES ET CONFLITS DU TRAVAIL	1075
SOUS-TITRE 1	Le contentieux	1076
CHAPITRE 1	LA PLURALITÉ DES CONTENTIEUX	1077
SECTION 1.	LE CONTENTIEUX JUDICIAIRE.....	1078
	§ 1. Les juridictions civiles	1078
	§ 2. Les juridictions pénales	1082
SECTION 2.	LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.....	1083
	§ 1. Contentieux de la légalité des décisions administratives	1084
	§ 2. Contentieux de la responsabilité	1086
	§ 3. Procédures d'urgence	1086
CHAPITRE 2	LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES	1088
SECTION 1.	ORGANISATION.....	1091
	§ 1. La juridiction	1092
	§ 2. Les juges	1094

SECTION 2.	COMPÉTENCE.....	1095
	§ 1. Compétence d'attribution	1095
	§ 2. Compétence territoriale et internationale	1101
	§ 3. Compétence « professionnelle »	1101
	§ 4. Compétence d'ordre public et exclusive	1102
SECTION 3.	PROCÉDURE.....	1104
	§ 1. L'action et la demande	1104
	§ 2. Le procès	1105
	§ 3. Le jugement et son exécution	1109
SOUS-TITRE 2	Conflits du travail et droit de grève	1114
	NOTIONS HISTORIQUES ET COMPARATIVES SUR LA GRÈVE.....	1114
	§ 1. Historique	1114
	§ 2. État des problèmes	1116
CHAPITRE 1	L'ACTION COLLECTIVE : LA GRÈVE	1121
SECTION 1.	LA DÉFINITION DU DROIT DE GRÈVE.....	1124
	§ 1. La notion juridique de grève	1125
	A. Arrêt collectif du travail.....	1125
	B. À l'appui de revendications.....	1129
	§ 2. La disqualification des mouvements ne répondant pas à la notion juridique de grève	1132
SECTION 2.	EXERCICE DU DROIT DE GRÈVE.....	1135
	§ 1. Exercice normal	1135
	A. Grève et emploi.....	1135
	B. Grève et salaire.....	1139
	§ 2. Exercice anormal	1144
	A. L'abus du droit de grève.....	1144
CHAPITRE 2	LES RIPOSTES À LA GRÈVE	1152
SECTION 1.	LE POUVOIR DISCIPLINAIRE.....	1152
	§ 1. Sanctions en cas de faute lourde	1153
	§ 2. Sanctions en l'absence de faute lourde ?	1155
SECTION 2.	LE POUVOIR DE DIRECTION.....	1158
	§ 1. Mesures d'organisation du travail	1158
	§ 2. Lock-out	1162
	A. Le lock-out, inexécution fautive des contrats de travail.....	1163
	B. La fermeture justifiée par une situation contraignante.....	1165

SECTION 3.	L'ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES DE GRÈVE.....	1168
	§ 1. Responsabilité civile des grévistes, des délégués et des syndicats	1169
	§ 2. Responsabilité pénale des grévistes	1172
	§ 3. Responsabilité de l'employeur à l'égard de ses clients	1173
CHAPITRE 3	LE RÈGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS	1175
SECTION 1.	L'INTERVENTION D'UN TIERS.....	1176
SECTION 2.	LE RÈGLEMENT NÉGOCIÉ ENTRE LES PARTIES.....	1178
INDEX ALPHABÉTIQUE.....		1181
TABLE DES MATIÈRES.....		1199



Depuis sa première rédaction en 1965 par G.H. Camerlynck et le Professeur Gérard Lyon-Caen, cet ouvrage est entre les mains de tous ceux qui étudient ou qui appliquent le droit du travail.

Il est construit autour de deux axes : l'emploi (marché du travail, accès à l'emploi, maintien dans l'emploi et perte de l'emploi) et les relations de travail (représentation, négociations et conventions collectives, libertés des travailleurs et pouvoir de l'employeur, conditions et rémunération du travail, litiges et conflits du travail).

Le plus grand soin est apporté, comme à chaque nouvelle édition, à la prise en considération des lois nouvelles et des évolutions de jurisprudence, notamment au nouveau régime de la durée du travail résultant de la loi du 19 janvier 2000.

Un appareil important de notes et d'observations complète utilement le texte en permettant d'aborder de façon plus approfondie les questions délicates. Le lecteur trouvera ici une synthèse claire, précise et complète du dernier état du droit du travail.

Jean Pélissier est professeur à l'Université des sciences sociales de Toulouse.

Alain Supiot est professeur à l'Université de Nantes.

Antoine Jeammaud est professeur à l'Institut d'études du travail (Université Lyon 2).

Prix spécial
Pays Arabes: 115F.F.

<http://www.dalloz.fr>

ISBN 2 247 04115 9



9 782247 041152